

Table ronde: Les infrastructures hydriques

Quarante-troisième session de la Conférence de la FAO

Date et heure: 5 juillet, 9 h 30 - 12 h

Lieu: Salle Plénière, siège de la FAO

Modalités: présentiel et diffusion en direct

Contexte

L'eau est une ressource naturelle cruciale et irremplaçable pour ce qui est de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) définis dans le Programme 2030. Au cours des millénaires, les civilisations humaines ont mis au point plusieurs types d'infrastructures hydriques à différentes fins: adduction d'eau, collecte et stockage des eaux pluviales, stockage dans les aquifères et reconstitution de ces réserves, collecte et traitement des eaux grises, irrigation, passes à poissons, retenues d'eau destinées à diverses fonctions (stockage et production d'énergie hydroélectrique) et barrages, lutte contre les inondations grâce à des remblais et des digues, défense des côtes, etc. Ces infrastructures sont extrêmement importantes pour ce qui est de fournir des ressources hydriques et des services liés à l'eau à tous les usagers de différents secteurs, allant de l'agriculture à la vie quotidienne, en passant par la santé, l'éducation, l'énergie, la pêche, les loisirs, la gestion des catastrophes, le transport fluvial, l'exploitation minière et bien d'autres, tant en milieu rural qu'en zone urbaine. Le développement des infrastructures hydriques est donc fondamental pour garantir la disponibilité, l'accessibilité et la qualité de l'eau à tout moment.

La coopération internationale dans le domaine du développement des infrastructures hydriques comprend le dialogue sur les politiques, les financements et les investissements, l'assistance technique et l'échange de connaissances. Cette approche aide les pays à mettre en place des systèmes hydriques durables qui soient résilients face aux catastrophes naturelles, au changement climatique et aux problèmes écologiques, tout en satisfaisant les besoins socioéconomiques. Au sein des pays, les priorités en matière d'infrastructures hydriques sont généralement la santé, l'assainissement, la fourniture d'eau potable, la réduction des risques de catastrophe (y compris les inondations), la production d'énergie hydroélectrique et l'irrigation.

Dans le sillage du débat sur la durabilité des barrages que la Commission mondiale des barrages a lancé en 1997, la connaissance et la compréhension des effets et de la durabilité des grands barrages et autres infrastructures hydriques se sont considérablement approfondies, ce qui a amené les donateurs internationaux à s'intéresser à la durabilité environnementale des projets d'infrastructure hydrique. En conséquence, les investissements internationaux dans des infrastructures hydriques d'ampleur sont au point mort depuis 2010. Un autre facteur important freine aussi ces investissements, à savoir l'idée largement partagée selon laquelle l'eau est un bien public. De ce fait, il est difficile de trouver des recettes pour financer des projets d'infrastructure et d'attirer des investissements privés. Il est nécessaire d'adopter des approches inédites et novatrices en matière de financement et d'investissement pour optimiser les avantages sociaux, économiques et environnementaux et la durabilité dans ces domaines.

En parallèle, les approches écosystémiques en faveur d'infrastructures vertes font l'objet d'une attention croissante et se sont avérées être, à bien des endroits, des solutions durables et résilientes aux problèmes de pénurie d'eau et d'inondation, tout en contribuant à améliorer la qualité de l'eau. Pour gérer les ressources en eau de manière durable à l'avenir, il faudra associer davantage ces solutions aux infrastructures bâties.

Sachant qu'il sera nécessaire d'assurer et d'accroître la production agricole et d'approvisionner en eau plus de 2 milliards de personnes supplémentaires, dans un monde de plus en plus urbanisé où les

conditions climatiques seront incertaines, il est indispensable de revoir de toute urgence les besoins en matière d'infrastructures hydriques au moyen d'évaluations systématiques, de mettre en place de nouvelles infrastructures aux endroits pertinents et de gérer l'ensemble des infrastructures afin de fournir de l'eau et des services liés à l'eau de manière durable et équitable.

La 43^e session de la Conférence de la FAO, qui se tiendra en juillet 2023, sera l'occasion idéale de réfléchir aux infrastructures hydriques à l'appui de systèmes agroalimentaires résilients et du développement rural.

Objectifs

La manifestation visera à offrir aux membres de la FAO une occasion de:

- i) se faire une idée commune de l'importance que revêtent les infrastructures hydriques dans l'éradication de la pauvreté (ODD 1) et de la faim (ODD 2), l'assainissement et l'accès à l'eau (ODD 6), et d'autres ODD;
- ii) faire part de leur expérience, de leurs besoins et de leurs difficultés s'agissant de développer et de gérer les infrastructures hydriques dans leurs pays respectifs;
- iii) se pencher sur les stratégies, le financement, l'investissement et la gouvernance en matière d'infrastructures hydriques en vue de satisfaire les besoins actuels et futurs et de s'adapter au changement climatique.

Programme

Il est proposé d'organiser une table ronde d'une durée de 2 h 30, qui comprendra une allocution d'ouverture de haut niveau suivie d'un exposé technique et de réunions-débats entre les membres.

Modératrice: M^{me} Maria Helena Semedo, Directrice générale adjointe de la FAO

Durée	Intervention
5 min	Allocution de bienvenue et introduction , M ^{me} Maria Helena Semedo, Directrice générale adjointe de la FAO
10 min	Allocution d'ouverture , Directeur général de la FAO
10 min	Exposé technique : Les infrastructures hydriques au service des quatre améliorations
75 min	<p>Expériences, stratégies et planification nationales: l'avenir des infrastructures hydriques</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Víctor Manuel Villalobos Arámbula, Secrétariat de l'agriculture et du développement rural (Mexique) • M. Mathieu Eric Rokosse-Kamot, Ministre de l'agriculture et du développement rural (République centrafricaine) • M. Avi Dicter, Ministre de l'agriculture et du développement rural (Israël) • M. Martin Kováč, Secrétaire d'État, Ministère de l'agriculture et du développement rural (Slovaquie) • M^{me} Su McKluskey, Représentante spéciale du Ministère de l'agriculture, de la pêche et des forêts (Australie) • M^{me} Swantje Nilsson, Directrice générale et Cheffe du Département des affaires européennes, de la coopération internationale et de la pêche du Ministère fédéral de l'alimentation et de l'agriculture (Allemagne) • M^{me} Josefa Leonel Correia Sacko, Commissaire à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable (Commission de l'Union africaine)
15 min	Points de vue des agriculteurs, des jeunes, des femmes et des peuples autochtones

	<ul style="list-style-type: none"> • M^{me} Pramisha Thapaliya, Responsable du pôle Action politique de la jeunesse, Forum mondial de l'alimentation (FAO) • M^{me} Josiane Irakarama, Membre du syndicat des agriculteurs rwandais (INGABO) • M^{me} Tania Eulalia Martinez-Cruz, Spécialiste des systèmes alimentaires des peuples autochtones et des indicateurs hydriques, Unité chargée des peuples autochtones (FAO) • M^{me} Mariet Verhoef-Cohen, Présidente de Women for Water Partnership)
30 min	Débats
5 min	Bilan et allocution de clôture: M ^{me} Maria Helena Semedo, Directrice générale adjointe de la FAO